

DOSSIER SHIFTWERK 2.0 – INFORMATION AUX AFFILIÉS

La CGSP/ACOD souhaite informer ses affiliés de l'évolution du dossier **Shiftwerk 2.0**. Après concertation au sein de nos instances de décision, et plus particulièrement au **Bureau Exécutif National**, nous avons reçu un mandat afin d'entamer des négociations sur ce dossier.



Nous insistons toutefois sur un point essentiel : **négozier ne signifie pas accepter**. Seuls les affiliés concernés seront amenés à décider de leur avenir ferroviaire. À ce jour, nous avons participé à quatre réunions avec la direction. Un rythme de concertation a été établi, avec une réunion organisée tous les quinze jours.

Lors de ces rencontres, nous avons clairement exprimé le manque de confiance des agents envers la direction B-TC et souligné qu'il sera difficile de restaurer cette confiance perdue. Nous avons également dénoncé fermement les nombreuses problématiques d'organisation au sein de cette direction :

- la gestion des pièces, des outils et du matériel ;
- le manque de coordination entre B-TC (atelier) et B-TO (conduite) ;
- les dysfonctionnements entre la gestion des pièces et les services d'achat.



Au vu de cette analyse, nous avons exigé que ces problèmes essentiels soient réglés afin de garantir une organisation efficace du travail. Il n'y a aucune plus-value à demander des efforts supplémentaires aux agents en matière de shifts (6h-14h, 10h-20h et 21h-5h) si les problèmes structurels et organisationnels persistent.

Il n'est pas question que le personnel supporte les conséquences de cette mauvaise organisation.

Malgré nos interventions répétées et nos remarques formulées avec fermeté, la direction, bien qu'elle reconnaisse l'existence de ces problèmes, souhaite faire avancer les différents dossiers en parallèle. Pour notre organisation, il est indispensable qu'elle démontre d'abord sa volonté de changement par des améliorations concrètes de son fonctionnement interne.



Il est également essentiel d'obtenir des garanties claires concernant la volonté de B-TC de conserver et de développer ses activités dans la perspective du **marché de service public de dix ans prévu en 2032**. Nous demandons aussi des garanties sur la stabilité à long terme de la charge de travail et sur son maintien.

À l'heure actuelle, la direction B-TC n'a pas encore apporté toutes les réponses à nos questions. Plusieurs informations importantes manquent encore, notamment concernant l'enveloppe budgétaire consacrée à ce dossier ainsi que les compensations ou allocations qui pourraient être accordées aux agents.

En ce qui concerne l'ACOD-CGSP, nous organisons chaque mois des groupes de travail réunissant les délégués principaux des ateliers ainsi que les permanents.



Ces réunions permettent un suivi régulier du dossier.

Ensemble, nous avons fixé des **lignes rouges** qui ne pourront pas être franchies, et nous resterons particulièrement vigilants quant à leur respect.

Nous insistons également sur l'importance de l'unité affirmée de notre secteur national lors des groupes de travail CGSP/ACOD, tant francophones que néerlandophones, dans ce dossier.

Nous garantissons que toute position qui sera adoptée concernant Shiftwerk 2.0 le sera avec les agents concernés et dans le respect de nos structures démocratiques.

Le processus de décision passera d'abord par les instances régionales concernées avant d'être soumis à la plus haute instance décisionnelle de notre organisation, à savoir le Bureau Exécutif National.



Enfin, nous tenons à réaffirmer que nous défendrons avec détermination la volonté et les intérêts de nos affiliés.

Pour la CGSP/ACOD, la décision finale appartiendra aux travailleurs concernés.

Vincent MERCIER et Kevin JORDENS
Secrétaires Nationaux

